L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR SULLIT, MAGNE & Cie.
No. 81, RUE CHARTRES.

1 AN PAR SOUSCRIPTION..... $12 | Payable d'avance
SIX MOIS PAR SOUSCRIPTION..... $6 | 20 TROIS MOIS PAR SOUSCRIPTION..... $3

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 21 JUIN 1841.

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.

REVUE DE LA SEMAINE.

Point de nouvelles d'Europe. Mais le *Great Western* est attendu tous les jours et le *Columbia* incessamment. (1.)

Le Mexique est toujours dans la même situation par rapport à la paix et morale. Chaque jour amène la séparation de quelque département de ce grand empire qui succombe ainsi, non sous le poids de sa puissance, mais sous l'action dissolvante de l'anarchie et de la corruption.

Le Texas ne s'occupe en ce moment que de l'élection de son président. Sam. Houston paraît avoir les meilleures chances. Du Yucatan, on n'apprend rien depuis quelque temps.

Quant aux autres Républiques de l'Amérique Espagnole, elles sont dans leur état normal, "en révolution partout et toujours."

Le congrès des Etats Unis étant à peine en session on ne saurait porter un jugement sur la nature et l'utilité de ses travaux. Le sénat a déjà donné son adhésion au *bill* abrogeant la loi des *sous-trésoreries* et il l'a fait à une majorité décisive. La chambre adoptera sans aucun doute le même *bill*, mais pas si vite parce qu'on ne pourra échapper si aisément, vu le nombre des membres, à l'éloquence un peu trop verbeuse de certaine représentante.

Mais sous voyons surtout avec peine que la chambre populaire perde son temps à discuter la convenance ou la discontenance de maintenir l'article du règlement repoussant d'avance toutes les pétitions abolitionistes.

Ce n'est pas que la question soit facile à trancher, car là où l'on voit les hommes les plus éminens se diviser, se combattre sans acception de parti politique ou d'intérêts de sectionalité, on peut affirmer sans crainte de mépriser et sans autre examen, qu'il y a une immense difficulté à surmonter; mais il nous semble que cette question ne devrait pas être examinée pendant une session extraordinaire qui sera toujours trop courte, quoi qu'en fasse, pour l'expédition des affaires indispensables et urgentes.

Le capitaine du navire naufragé, le *William Brown*, Harris, a bien réellement été sauvé ainsi que toutes les personnes qui s'étaient embarquées avec lui dans le canot : Il n'y a plus à en douter. Et c'est un français, Louis Lebas, capitaine du bateau pêcheur de Dieppe la *Mère de Famille*, qui a recueilli les naufragés du canot quelques heures après qu'ils s'étaient séparés de la chaloupe, dans la matinée du 20 avril, et qui les a transportés à St. Pierre, sur la côte de Terre-neuve.

Les expéditions auxquelles a donné lieu la tragédie du *Charles* n'ont amené aucun résultat. Nous nous trompons; celle du *Merchant* a amené un résultat négatif, un déplorable résultat : la mort d'un citoyen paisible par suite, sans doute, d'une méprise funeste. On a encore fait courir des bruits "sur des cadavres trouvés dans une petite île des passes du Mississipi," et probablement même que nous ne nommons pas quittes de tous les contes auxquels cet événement mystérieux a donné et donnera lieu. Ce qu'il y a de certain c'est qu'on ne sait rien encore, absolument rien, par plus que le premier jour, sur le sort des personnes qui se trouvaient à bord de ce malheureux navire, et Dieu seul pourrait dire si l'on en saura jamais rien.

Notre rade se dégarnit rapidement, et chaque jour nos rues sont moins encombrées. La population flottante par besoin d'affaires, par ton ou par peur s'éloigne de nous. Cependant la salubrité n'a jamais été meilleure.

Le théâtre attire peu de monde maintenant : cela se conçoit. Il faut un attrait scénique bien puissant pour faire échanger, de gaieté de cœur, la douce et bienfaisante brise du soir contre un bain de vapeurs. On assure cependant que *Pierre Leroque* est un excellente critique des travers de quelques parvenus et que cette pièce mérite d'être vue en dépit de la chaleur.

(1) Ces lignes étaient écrites lorsque les nouvelles du *Great-Western* nous sont parvenues.

COUR CRIMINELLE.

L'affaire du Docteur Hough a été jugée vendredi matin le jury n'a rendu son verdict que samedi matin. On sait qu'il s'agissait d'un crime, ou d'une tentative de crime de viol, sur une enfant de 11 ans. La défense a été présentée, en français par M. Soulé avec son talent habituel et en anglais par un jeune débutant M. Walker. L'accusation a été soutenue avec force et talent par M. l'avocat-général.

Le jury après une très longue délibération, a déclaré l'accusé coupable de tentative. La sentence sera prononcée incessamment par le juge. Nous croyons que le maximum de la peine est deux ans de travaux forcés.

GRAND INCENDIE.—Hier soir à 11 heures et demie, le feu a éclaté dans la rue du Canal, dans une maison occupée par M. Woodsworth. Le manque d'eau ayant retenu l'action des pompes, le feu a fait de rapides progrès, et environ six petites maisons en face du chemin à coulisses de Nashville et trois sur la rue du Bassin, ont été consumées. L'incendie s'est arrêté à la rue Franklin.

INTERIEUR.

Correspondance particulière de l'Abeille.

WASHINGTON, 10 juin 1841.

SENAT. Il s'est élevé une discussion très animée sur une motion faite par M. Rives de renvoyer au comité des affaires étrangères l'examen de la partie du message qui a rapport aux relations extérieures des Etats Unis.

M. Buchanan a vivement attaqué les doctrines soutenues par M. Webster dans la lettre de M. Fox sur l'affaire de McLeod. Si l'on a trouvé très surprenant que l'homme qui était président du cabinet s'affirmât étranger au nom de l'administration de M. Van Buren vînt repêcher à l'administration actuelle d'avoir abordé cette affaire avec timidité, car on doit se rappeler que l'attaque de la Caroline a eu lieu dès le principe de la présidence de M. Van Buren, et que M. Buchanan, lui même, qui était encore président du comité des affaires étrangères en janvier dernier, a déclaré, après le rapport violent de M. Pickens, *qu'il n'y avait nul motif de craindre la guerre.*

M. Rives a répondu avec une vigueur et une habileté peu communes, soutenant que M. Webster n'avait écarté en rien le principe éternelle du droit international. Il a cité un grand nombre d'exemples d'agressions entre différens pouvoirs où l'on a reconnu comme reconnu en principe qu'un ordre donné par un officier supérieur et exonérait ceux qui n'avaient fait que suivre cet ordre soutenant qu'en effet il serait audessous d'une grande nation de vouer sur un simple individu sans une commise par un ennemi puissant qui en accepterait la responsabilité. Il a cité l'exemple d'un ambassadeur romain tué par les sujets du Roi auprès duquel il était accrédité. Le roi se hâta d'envoyer à Rome les coupables chargés de chaînes, mais il lui furent immédiatement renvoyés comme l'exigeait la constitution de la République Romaine n'avait rien à faire avec d'obscurs individus et que le Roi seul était responsable de l'acte commis par ses sujets. La position prise par M. Webster est donc la seul convenable, la seule qui concilie l'honneur national et la justice qui doit présider aux différends internationaux.

Dans la *Chambre des Représentans*, où se discutait l'abrogation de l'article du règlement relatif aux pétitions abolitionistes il n'y a eu de remarquable que le discours de M. Thomas F. Marshall du Kentucky, nouveau membre qui a débuté par un discours de la plus chaleureuse éloquence. M. Marshal a remonté aux sources et il a su trouver des idées neuves sur un sujet si rebattu ; puis s'adressant à M. Adams il a rappelé les services immenses qu'avait rendu son père, John Adams, à la cause de la liberté, en demandant s'il convenait au fils de chercher à renverser l'édifice à l'erection duquel le père avait tant contribué ! Il a également su parler des services rendus à son pays par lui même, John Q. Adams, lui qui avait vécu avec les patriotes de 76, en lui demandant s'il voulait, à la fin de sa carrière, flétrir les palmes civiques conquises par une vie d'honneur et de patriotisme ? S'il lui convenait, à lui que son âge, son expérience et son profond savoir plaçaient dans l'estime de ses concitoyens et de ses collègues, comme un phare brillant destiné à diriger leur inexpérience, s'il lui convenait de jeter un brandon de discorde dans leurs rangs et de compromettre ainsi le repos et l'existence même de l'Union ?—Un tel homme, dit-il, ne devrait pas être excusable de prendre et d'exprimer...

WASHINGTON, 11 juin 1841.

SENAT.—La résolution de M. Sevier de l'Arkansas relative à la translation du général Arbuck'e de fort Gibson à Baton Rouge, est remise en discussion.

M. Preston pense que le Sénat n'a pas le droit de demander compte de chaque ordre militaire donné par le commandant en chef de l'armée et ne croit pas devoir par conséquent raisonner dans la discussion.

M. Sevier croit au contraire que le Sénat a toujours ce droit sans préjudice du droit de refus du Président; mais que si le secrétaire de la guerre refusait de répondre à cette question il serait passible de mise en accusation et de destitution.

M. Clay, après avoir fait remarquer l'importance du principe mis en question par cette proposition, fait observer que le Président est le commandant en chef de l'armée et de la marine, tandis que le Congrès n'a aucune autorité ni sur l'une ni sur l'autre et que, en temps de paix comme en temps de guerre, il peut faire des officiers et des troupes telles dispositions qu'il croit nécessaires à l'intérêt public. Si le Congrès pouvait demander les motifs qui ont présidé à certaine mouvemens de troupes, il en résulterait, ou du moins il pourrait en résulter dans un moment de crise, la ruine des opérations les mieux combinées, parce qu'un parti est la réunion disposé du secret. D'ailleurs la doctrine qu'on voudrait faire prévaloir tend à ruiner toute subordination militaire.

M. Sevier insiste et reproduit ses arguemens qui sont appuyés par M. Clay de l'Alabama.

M. Bayard croit que le Congrès a le droit de demander l'explication de tous les faits qui est quelque connexité avec les devoirs du pouvoir législatif; mais dans tout autre cas la demande est une usurpation de la puissance exécutive.

M. Barrow, de la Louisiane, pense qu'il y a dans la résolution *présentée par M. Sevier* : plus qu'il ne paraît d'abord et qu'elle n'a été présentée que dans un intérêt de parti. Il est parlé d'égarer l'opinion publique sur une demande de ce genre, qui ne peut être aucunement assimilée aux demandes faites par le parti whig à la dernière administration à propos de nominations militaires. Il n'est d'ailleurs point établi que le général Arbuck'e lui-même soit coupable et le croira-t-on jusqu'à ce qu'il soit ? Il s'agit, aussi lui semble-t-il, d'une enquête qu'on prétend demander une enquête sur une affaire importante un officier sans son consentement et [illegible] que Baton Rouge puisse être considéré comme un fort avancé, comme on l'avancé, et certes il est loin de croire [illegible] général Taylor, qui y était auparavant, le soit ainsi. Il est d'une sage politique de ne pas laisser trop longtemps les officiers dans le même commandement. Il est à craindre qu'ils ne s'identifient avec des opinions et des préjugés de localité et ne se fassent de militaires, partisans politiques ardents. M. Barrow donne un long développement à sa pensée et finit en faisant remarquer que si le général Arbuckle avait à se plaindre il lui était loisible de l'adresser à une Cour *of inquiry*.

Après de nouveaux débats auxquels prennent part MM. Archer, Sevier, Benton, et Preston, la proposition est déposée sur le bureau par un vote de 27 contre 17.

L'ordre du jour amène la continuation de la discussion de la proposition de M. Rives tendant à envoyer au comité des relations extérieures la partie du message qui s'y rapporte.

M. Choate de Massachusetts répond à Mr. Buchannan avec beaucoup de force et loue M. Webster de la position qu'il a prise dans l'affaire McLeod.

M. Calhoun approuve en partie la lettre de M. Webster et la désapprouve en partie. Son principal argument contre la lettre consiste à dire que "McLeod étant prisonnier de guerre, les Etats Unis ont le droit de le *détenir*;" ce qui, soit dit en passant, est un abandon de l'argument de la position prise par l'opposition et une justification complète de l'administration; car il serait absurde de soutenir que New York qui n'a pas le droit de faire la guerre, a cependant le droit de garder un prisonnier de guerre pour une affaire de juridiction d'Etat. Il ajoute que McLeod doit être jugé et condamné à mort, s'il est trouvé coupable; et que *si le Secrétaire n'exécutait pas New York ne lui accorderait pas son pardon, l'honneur de la nation exigeant que le gouvernement général intervienne et le libère.* Mais n'est-ce pas là faire d'impreceptibles distinctions? Le gouvernement général ne pourrait d'ailleurs pas savoir si le pouvoir exécutif refuse de faire pardon et ce n'est après l'exécution même de l'individu; car on sait que le refus de faire grâce entraine l'exécution immédiate.

Et cependant, et toujours d'après M. Calhoun, "l'exécution nationale serait souillé d'une tâche de sang par la mort de cet homme." Si dans l'intervention est convenable et juste, il faut convenir qu'elle doit être faite lorsqu'elle peut encore être efficace et arriver à un résultat.

M. Huntington a pris la parole après M. Calhoun en faveur de l'administration, et il parlait encore au moment du départ de la malle

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—Dans la Chambre on a été exclusivement occupé de la question d'abrogation du 21e. article du règ'ement et la séance a été courte parce que M. Wise, le second orateur entendu, s'est trouvé mal avant d'avoir terminé son discours.

Alors on a procédé à l'élection d'un imprim ur. M. M. Giles de Seaton du National Intelligencer est élu sans opposition par 131 contre 79.

Cette intéressante discussion sur l'article 21 de règlement fera perdre, régulièrement, plusieurs semaines de chaque session du Congrès, quoiqu'il ce qu'on ait à jamais tranché cette question des pétitions abolitionistes.

On lit dans le *Boston Atlas* :

Le capitaine George L. Harris du navire William Brown est venu hier nous communiquer des détails qui n'avaient pas encore été publiés.

"Avant de se séparer de la chaloupe que montait le second capitaine, celui-ci lui dit que son bord était tellement encombré qu'il y avait un péril imminent à vouloir tenir la mer en cet état et qu'il serait prudent de tirer au sort quels seraient ceux qu'on jetterait à la mer pour sauver le reste. A cela le capitaine Harris répondit qu'il ne fallait le faire qu'à la dernière extrémité.

"Il dit aussi que les passagers ayant été réveillés pour s'embarquer dans les canots, étaient tous presque nus et par conséquent tous plus ou moins transis de froid avant sa séparation d'avec la chaloupe et que c'était dès une sorte de bonheur que de risquer la vie de l'équipage pour sauver la vie de ceux qui étaient déjà presque morts de froid.

"Le capitaine Harris parle avec les plus grands éloges de la bienveillance que lui a témoignée et des soins que lui a donnés le capitaine Lebas et l'équipage de la *Mère de famille* lorsque le lendemain il vint recueillir la chaloupe, que morts de froid.

EXTERIEUR.

EUROPE.

ARRIVEE DU GREAT WESTERN.

Le Great Western, parti de Bristol le 27 mai, est arrivé à New-York dans la soirée du 10 courant. Les nouvelles de Londres et du Liverpool vont jusqu'au 26; celles de Paris jusqu'au 24; elles n'offrent rien de saillant. La politique générale n'a pas fait un pas; on prétend cependant que la France est rentrée définitivement dans le concert Européen. En Angleterre, la lutte continue entre le ministère et l'opposition; celle-ci conserve un avantage marqué, et ne peut cependant parvenir à renverser ses adversaires.—Des deux côtés on déploie une rare obstination: le ministère hattu déclare qu'il ne se retirera pas et qu'il est décidé à en appeler à la nation; les Tories à leur tour crient hautement que cette conduite est tout à fait inconstitutionnelle; ils ne négligeront aucune manœuvre pour triompher d'une persistance aussi inouïe. Sir Robert Peel veut faire déclarer que le ministère n'a plus la confiance de la Chambre; et sicette déclaration ne suffit pas il veut que la Chambre présente à la reine une adresse, demandant le renvoi du ministère. A qui restera la victoire? Robert Peel et son parti sont bien habiles; mais le cabinet est bien tenace et peut-être ne se trompe-t-il pas en comptant sur l'appui populaire.

Aucun incident important n'est venu préoccuper l'opinion en France, on s'y entretient toujours un peu des fameuses lettres; on songe à Alger; on travaille aux fortifications; on complète l'organisation de l'armée, et du reste le peuple y est assez calme.

L'Espagne a bien un régent, mais elle n'a pas de ministère: elle n'en va pas mieux cependant. L'Orient est toujours en mouvement; l'insurrection s'accroit et s'étend d'un jour à l'autre; nous ne serions pas étonnés d'apprendre prochainement qu'elle est aux portes de Constantinople. L'Inde et la Chine ne nous offrent rien de nouveau.

On s'inquiète toujours du Président en Angleterre, et l'on accueille, comme nous le faisons ici, tous les bruits qui peuvent donner quelqu'espoir; malheureusement on reconnait promptement leur peu de consistance et l'on retombe dans la plus triste anxiété. La dernière rumeur est venue de Lisbonne: le navire portuguais *Conde de Palma*, arrivé de Rio Janeiro dans ce dernier port, rencontra le 22 avril par 29° 22m. 18s. de latitude et 40°. 18.m. de longitude occidentale de Greenwich, un navire à vapeur, portant trois mats, et qui paraissait faire d'inutiles efforts pour marcher contre le vent. La description qu'on Jonne de ce navire ne convient guères au Président, et l'on pensait assez généralement que ce devait être le *Dee*, navire à vapeur de la marine anglaise déjà signalé dans ces parages.

Les dernières dates de Paris sont du 21 mai.

—Le prince de Joinville est arrivé à Cherbourg le 19 et il s'est immédiatement rendu à bord de la frégate la Belle Poule. Il devrait partir le même jour, mais des vents contraires l'en ont empêché.

La *Quotidienne* prétend à ce sujet que l'expédition du prince n'a pas pour but réel la protection des bâtimens français sur les bancs de Terre-Neuve; la compagne que le prince va commencer, dit ce journal, est toute autre et bien autrement sérieuse. Il s'agit de reconduire en Grèce la princesse Sophie, fille du roi de Hollande, maintenant âgée de 17 ans.

La vieille second fils du duc d'Orléans, le duc de Chartres, a été déclaré en danger par les médecins, dans la journée du 18 mai.

—M. Thiers doit quitter Paris pour Lille aussitôt la session finie. Il compte passer quelque temps dans la famille de sa femme pour pouvoir terminer son histoire de l'empire.

Darmes et ses deux co-accusés, Duclos et Considéré, ont été transportés au Luxembourg le 21. Leur procès, qui devrait commencer le 24, a du durer quatre jours.

FRANCE.

—La loi relative à une nouvelle levée de 80,000 hommes a paru dans le Moniteur en même temps que celle qui accorde un crédit de 2,500,000 francs pour l'achats.

—Le National a publié la pétition suivante, signée par 500 personnes; cette pétition a été présentée à la Chambre des Députés le 23 mai.

Messieurs les députés,

"Des lettres qui contiennent l'expression de la trahison la plus lâche et la plus infâme ont été attribuées au roi Louis Philippe.

"Les juges du pays ont acquitté le journal qui les a publiées.

"Les ministres ont répondu par de vagues dénégations aux accusations qu'elles portaient contre le chef de l'Etat.

"La conscience publique demande une investigation sur leur authenticité.

"Nous vous engageons donc à demander des explications au ministère sur un fait qui affecte si profondément l'honneur, la liberté et l'indépendance de la nation.

—Le Moniteur contient une ordonnance royale, datée du 21 courant, ouvrant le port du Havre à l'importation de la laine nettoyée, d'après les droits fixés par la loi du 5 août.

La Chambre des Députés a adopté le traité conclu entre la France et la Hollande, sous l'administration de M. Thiers.

ALGER.—Le Moniteur a publié la dépêche télégraphique suivante du 13 mai.

Le gouverneur général des possessions françaises au Nord de l'Afrique au président du conseil, ministre de la guerre.

Le corps expéditionnaire est retourné à Belidah, le 9, après avoir escorté deux convois considérables pour Médeah et Miliana. Plusieurs petits engagements ont eu lieu. Le 3, la colonne fut attaquée, sous Milianah, par 9,000 hommes d'infanterie et 10,000 de cavalerie. L'ennemi a été complètement battu et a laissé 400 morts sur le champ de bataille. Le 4, la cavalerie ennemie fut repoussée au-delà du pont de Chehif et Cautara, que nous avons passé. Le 5, notre cavalerie a battu, à Bey-Zag-Zag, sur le côté gauche de Chehif, 4000 hommes de cavalerie commandés par Abdel-Kader en personne. Quatre escadrons de sa cavalerie ont considérablement souffert; ils ont eu 184 hommes tués et ont laissé 19 prisonniers.

Cette victoire nous a rendus maîtres de la tribu de Bey-Zag-Zag, qui a perdu toutes ses tentes, ses bagages, ses troupeaux, et 80 femmes qui ont été amenées à Alger où elles sont toutes bien traitées. Nous avons eu 140 hommes blessés et 18 tués.

Le 18, le gouverneur général devait s'embarquer pour Mostaganem qui est le rendez-vous de la première expédition. Il doit en partir avec 12,000 hommes pour marcher contre Mascara; et après l'occupation de cette place, l'armée se dirigera sur Medemyl, tandis qu'une autre colonne de 5 à 6,000 hommes doit partir de Medeah pour diriger les 4 ablissements militaires d'Abdel-Kader. Cette seconde expédition durera de 15 à 20 jours. Le général Duvivier, qui, ayant conçu de l'ombrage à propos de quelques propos tenus par le général Bugeaud, a donné sa démission.

Le Toulonnais du 19 courant publie une lettre d'Oran datée du 16 courant, qui annonce, que 7000 Arabes, sous le commandement d'Abder, se sont présentés aux avant-postes de l'armée française et ont remis leurs armes entre les mains du général Arbuckle avant que d'être admis à son camp. La soumission de ces troupes, qui est irrévocablement la conséquence de l'état de dénuement de l'armée d'Abd-el-Kader, a été acceptée par le général Lamoricière.

Le National dit, à propos de la première expédition d'Afrique :

Il résulte tant des dépêches du général Bugeaud que de lettres des quartiers généraux de l'armée, que c'est la précipitation qu'a mise le duc de Nemours à charger l'ennemi à la tête du 24e régiment d'infanterie légère, le duc d'Aumale et Bedeau, qui ont empêché le succès d'un plan conçu par le général Bugeaud, plan défini ensuite des Ambes commandés par Abdel-Kader.

ANGLETERRE.

Le long débat engagé à la Chambre des Communes à propos de la réduction des droits sur les sucres étrangers, s'est terminé le 18 mai; la majorité s'est prononcée contre le ministère; il a été battu de 36 voix. On n'attendait à ce résultat; car l'opposition avait rallié autour d'elle tous les auxiliaires qui peuvent la seconder dans la lutte qu'elle livre à l'administration actuelle. Cet échec ne paraît pas avoir ébranlé sérieusement le ministère; il a déclaré sur le champ par l'organe de Lord John Russell que la Chambre aurait prochainement une nouvelle occasion d'exprimer son opinion au sujet des nouvelles lois sur les grains et que si elle ne se trouve pas d'accord avec celui-ci car ce qu'il croit le véritable intérêt de la nation, il sera obligé pour sa justification d'en appeler au jugement du peuple. Le commencement de la discussion sur les lois annoncées a été fixé au 4 courant; et dans la même séance, sir Robert Peel, comme chef de l'opposition a donné notice qu'il présenterait une motion à Sa Majesté n'inspire pas à la Chambre une confiance assez grande pour pouvoir y faire adopter les mesures nécessaires au bien public et que sa conservation serait contraire à l'esprit de la constitution." Si cette motion est accueillie, elle sera sans doute immédiatement suivie d'une adresse à la Reine pour lui demander le renvoi du cabinet. Quoiqu'il arrive, il est fort probable que la dissolution du parlement aura lieu, et cette dissolution causera dans le pays une assez vive excitation pour nuire aux affaires commerciales qui ne sont pas déjà fort brillantes.

—LONDRES, 25 mai—Nous tenons de bonne source que le gouverneur général des Indes Orientales a procédé à la signature officielle des protocoles relatifs aux affaires d'Orient, qui jusqu'alors n'avaient reçu que les initiales des cinq plénipotentiaires. Ainsi se trouve accomplie d'une manière formelle la rentrée de la France dans l'alliance européenne, et la fin des embarras devait inévitablement le traité du 15 juillet. On s'attendait depuis longtems à ce résultat ; aussi n'a-t-il pas fait grande sensation dans le monde politique.

MOTION DE ROBERT PEEL. La presse s'est prononcée sur la motion de M. Robert Peel à la chambre des Communes; le *Morning Chronicle*, journal ministériel, s'élève contre elle avec beaucoup de vivacité, tandis que le *Times* n'a pas assez d'éloge pour la conduite du chef de l'opposition.

Morning Chronicle. La motion de Robert Peel n'a d'autre but que de jeter le pays de son contrôle légitime et l'administration de ses intérêts les plus importans. Elle condamne le maintien du ministère, sous prétexte qu'il ne possède pas la confiance de la Chambre des Communes et qu'il ne peut en conséquence y faire adopter les mesures qu'il croit utiles au bien public. Mais la confiance de la Chambre est tout autre chose que la confiance du pays. N'est-ce pas le peuple lui-même à se prononcer sur les questions qui affectent et directement ses moyens d'existence? Le peuple n'a-t-il donc pas droite imprescriptibles ? La nation n'a-t-elle donc plus voix délibérative dans ses propres affaires ? Dans l'état actuel de la Chambre Représentative, le bill repoussé constitutionnellement doit se dresser à ceux qui auraient été représentés. Adopter la motion de sir R. Peel, serait manquer à la nation. Dans les circonstances où nous nous sommes, elle sale à le droit d'exprimer une préférence.

Times. Sir Robert Peel n'a fait que répondre à l'attente de la nation par la résolution qu'il a prise de soumettre à la Chambre la question actuelle. Un principe constitutionnel d'une haute importance est aujourd'hui en question; et établir ou le nier dans la ligne d'action où il marche, ce serait établir un précédent dont les conséquences deviendraient déplorables, et détruire la règle qui, de 1832 à 1841, a toujours servi de base à l'action du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif en Angleterre. Ce que les ministres ont essayé le mois dernier, n'est rien autre chose en réalité qu'un coup d'état, un essai pour assurer le triomphe du favoritisme de cour sur l'opposition nationale qui possède la majorité dans les deux chambres. Nous croyons donc, dans l'intérêt de la liberté, le ministère déclare ouvertement pour la voie de ses journaux qu'il est décidé à ne pas se retirer et à garder le pouvoir. Si ceux auxquels est confiée la garde de la constitution, exposent faibli à leur devoir, si Robert Peel n'eut pas assumé sa motion, s'il avait pas résolu que, dans toutes les éventualités, il ne mettrait pas obstacle à une adresse à la Reine dans le cas où le ministère voudrait essayer d'une dissolution avant de se retirer, jamais depuis l'époque des Stuart, coup plus rude n'eut été porté à la constitution. Les hommes de tous les partis qui ont quelque prévoyance de l'avenir, doivent donc se réjouir que la motion n'ait pas permis un pareil précédent de s'établir.

LONDRES. On a présenté hier à la chambre des Communes un grand nombre de pétitions parmi les quelles s'en trouvait une qui était couverte de 1,300,000 signatures et demandait l'établissement de tous les cabinets politiques, le pardon de Frost Williams et Jones, ainsi que l'adoption par la chambre des Communes des principes du chartisme. Le colonel Sethurp a réclamé la lecture de cette pétition, mais il a été reconnu que la chambre était trop petite pour qu'on put l'y déployer.

ESPAGNE

Le régent a prêté serment et il est entré immédiatement en fonctions. La première chose qu'il avait à faire, c'était de constituer un ministère; il n'y a pas encore réussi, les principales difficultes tiennent à la situation financière.

On lit dans les journaux de Londres du 26 mai:

Nous recevons des journaux de Madrid du 17 courant. Ils annoncent que M. Olozaga n'ayant réussi à former un ministère et que la Regent s'est adressé au comte d'Ameduval, qui dominait de pleins pouvoirs avec une liberté illimitée pour composer un cabinet. Le régent accepterait tout homme dont la coopération pourra être utile au bien général.

—Le commandant Don Miguel Matan a surpris dans une ferme près d'Armanil le fameux chef Carlliste José Canals. Il était dans la vallée d'Aran avec la mission d'enrôler des guérillas. Avant son exécution, il a fait d'importantes avenx dont on profitera pour déjouer les projets des autres chefs Carlistes. Canela est né à Barcelone.

—D'après le Vascongado, journal de Bilbao, l'élévation du général Espartero à la régence d'Espagne est considérée dans les provinces basques comme d'un favorable augure pour la conservation de leurs fueros.

ORIENT.

TURQUIE.—La *Gazette d'Augsbourg* donne quelques détails sur l'insurrection qui a éclaté dans plusieurs provinces de l'empire. Il paraît que les insurgés de Bulgarie commettent de grandes cruautés sur les Turcs, les chrétiens, qui ont pris le parti de la révolte, ne trouvent pas plus de grâce auprès d'eux que les musulmans. Le nombre considérable de ces malheureux se sont réfugiés sur le territoire de la Servie. Cette province elle-même est dans un état d'agitation extrême et ne peut manquer de se soulever aussi. L'insurrection fait des progrès rapides jusque dans la Roumélie; la situation de l'empire devient de jour en jour plus alarmante.

COMMERCIAL.

LIVERPOOL, 24 mai.

COTON.—Il y a eu quelques petites améliorations dans les demandes, mais les besoins des manufacturiers sont toujours limités dans leurs achats tant pour l'intérieur que pour l'exportation. Nous n'avons aucun changement à noter dans les prix. Les ventes de la semaine sont élevées à 17,000 bal. (dont balles américaines et 100 Surat) y compris environ 4000 spéculation, et 2000 américains, 900 Surat et 150 Pernambuco pour l'exportation; et ces ventes comprennent 90 Sea-Island, de 14 à 21d. 4500 Mobile, 27 1/2 à 30d. 1000 Alabama et Tennessee 5 1/2 à 7 1/2 d. 3520 Orleans 5 1/2 à 8; 3000 Surat 3 1/2 à 3 1/4 d. Nous avons encore à noter que dans cette journée il n'est fait que peu d'opérations dans les ventes publiques, les découragements éprouvés samedi continuent à se faire sentir. Les ventes (qui comprennent 2500 balles Etats-Unis) sont estimées à 3000 balles, qui etc de 5000, sans changement matériel dans les cours de la semaine dernière, bien que toutes les descriptions de coton soient de ventes difficiles.

LIVERPOOL, 25 mai.

Les demandes de coton ont été aujourd'hui bien limitées. Les descriptions achetées par les manufacturiers consistaient principalement en américains, environ 1000 balles sans changement matériel dans les prix.

LIVERPOOL, 26 mai.

Le marché est excessivement calme aux mêmes prix d'hier, les ventes ne s'étant élevées qu'à 4000 balles. Les importations ont été aussi des dernier jours, et celles d'aujourd'hui sont estimées à 6000 balles de plus que dans une pareille espace de temps, l'an dernier. Le stock de coton américain est actuellement de 390,000 bal. contre 380,000 balles à la même époque l'an dernier.

HAVRE, 22 mai.

COTON.—Au commencement de cette semaine, nous avons eu notre possession des nouvelles de New York et de Nouvelle-Orléans apportées par le steam r Great Western, qui produisirent d'abord certaine influence sur notre marché, mais l'arrivée presque simultanée de grands changements dans les E. U. et dans nos affaires de l'Angleterre, contribuèrent pour beaucoup à paralyser cette tendance à augmentation.

Les transactions depuis notre dernier rapport n'ont été que très modérées, mais à des prix très supportables. Du reste, les opérations qui se sont faites ont été presque toutes à livrer, et nous nous trouvons que les importations s'élèvent à 44,410 balles et les exportations à 16,7 0 balles, que l'augmentation de grands changements dans les E. U. et dans nos affaires de l'Angleterre, contribuèrent pour beaucoup à paralyser cette tendance à augmentation.

Les transactions depuis notre dernier rapport n'ont été que très modérées, mais à des prix très supportables. Du reste, les opérations qui se sont faites ont été presque toutes à livrer, et nous nous trouvons que les importations s'élèvent à 44,410 balles et les exportations à 16,7 0 balles, que l'augmentation de grands changements dans les affaires de l'Angleterre, contribuèrent pour beaucoup à paralyser cette tendance à augmentation.

Les importations